

Solidarité internationale antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne

David Berry

2008

Table des matières

I	4
II	7
III	10
IV	15
V	20

« La révolution espagnole... c'est la nôtre », proclamait en gros titre *Le Libertaire*, organe de l'Union anarchiste française (UA), en juillet 1936¹. Deux mois plus tard Sébastien Faure, doyen du mouvement, écrivait avec un optimisme qui s'avérerait mal fondé, mais avec une juste appréciation des enjeux historiques pour son propre mouvement :

Nous avons la certitude que la défaite de nos amis espagnols serait notre propre défaite, et que leur victoire sera notre propre victoire².

On voit un peu l'investissement des libertaires français dans les choses d'Espagne. Pour les compagnons, en effet, l'Espagne semblait la terre d'élection de l'anarchisme. « Je ne connais pas un autre pays », disait Louis Lecoin, « où l'anarchisme ait des racines aussi profondes qu'en Espagne. »³ En contrepartie, la France était le pays où des milliers de militants espagnols cherchaient refuge. Les libertaires parmi eux avaient « une implantation de groupes sérieusement organisée à travers leur pays d'adoption », et leur propre presse⁴. Les Espagnols jouaient un rôle important dans le mouvement anarchiste français non simplement en raison de leur nombre, mais par la qualité de leur engagement, et aussi idéologiquement — leur communisme et leur attachement au mouvement ouvrier n'a pas été sans influence dans les débats des années 20 autour de la question de l'organisation.

1. *Le Libertaire* n° 507 (31 juillet 1936).

2. *Le Libertaire* n° 515 (25 septembre 1936).

3. Louis Lecoin, *Le cours d'une vie* (Paris : Édité par l'auteur, 1965), p. 153.

4. Voir Nicolas Faucier, « Souvenirs d'un permanent anarchiste 1927-1929 », *Le Mouvement social* n° 83 (avril-juin 1973), pp. 55-6. L'étude de cette implantation reste à faire.

I

Ceci donne un peu la mesure des liens entre les mouvements libertaires des deux pays, et c'est avec joie que les anarchistes français ont reçu la nouvelle du 19 juillet 1936, nouvelle qui compensait les déceptions de l'immédiat après-guerre et la décennie de crise qui y avait succédé. Beaucoup de compagnons — et de compagnes — sont partis, sur le coup, pour Barcelone, passant par Perpignan et traversant la frontière soit à Bourg-Madame/Puigcerda dans les Pyrénées, soit sur le littoral méditerranéen à Cerbère/Port Bon. Beaucoup d'entre eux se trouvent déjà au front avant même que l'idée des Brigades internationales ne soit lancée. La France, pays d'asile à une époque de dictatures, a été le point de départ également pour un grand nombre de combattants anarchistes d'origine italienne, bulgare, polonaise et, bien sûr, espagnole.

La plupart des Français qui sont partis comme combattants ont rejoint la colonne Durruti sur le front d'Aragon, face à Saragosse. Là ils ont fait d'abord partie, comme les autres étrangers, du Groupe international, où ils semblent avoir joué un rôle important, d'animateur même. Mais à partir du mois de septembre 1936 est créée au sein de ce groupe, et à l'initiative de l'UA, une Centurie Sébastien Faure qui semble rassembler les Français et un certain nombre d'Italiens. Après la militarisation de 1937, cette centurie sera dénommée 3e bataillon, 121e brigade, 26e division, mais les Français vont continuer de parler de « l'ancienne centurie Sébastien Faure ». Un autre groupe d'anarchistes français, moins important, a rejoint la colonne Ortiz (25e division), sur le front d'Aragon elle aussi, mais face à Belchite.

Combien y avait-il de miliciens français libertaires ? Qui étaient-ils ? Ce sont des questions auxquelles il est difficile de répondre avec précision. Une centaine, plusieurs centaines tout au plus. Et des militants dont l'anonymat reste, pour la plupart, difficile à pénétrer⁵. Mais en fin de compte le nombre d'anarchistes français qui ont contribué, les armes à la main, à la lutte antifranquiste reste relativement restreint. Pourquoi ? Premièrement, parce que chez eux ils menaient la lutte déjà sur deux fronts : contre le patronat, et, en collaboration avec certains autres courants révolutionnaires, contre le Front populaire vu comme alliance gouvernementale⁶. Deuxièmement, l'UA refusait de devenir des « sergents recruteurs », estimant que « le champ d'action des militants français était sur notre sol, pour assurer la solidarité »⁷. Et pourtant, en dépit des tentatives du Comité des milices antifascistes de Barcelone de décourager les aspirants volontaires, ceux-ci s'obstinaient jusqu'en octobre 1936 à se présenter au comité organisateur de Perpignan, rien que pour se voir renvoyés⁸. L'UA a dû finalement imprimer, après sa mort, « la dernière lettre de Durruti », dans laquelle il insistait :

Il y a une énorme propagande à faire à l'étranger et les camarades qui sympathisent avec notre lutte antifasciste peuvent nous aider grandement ; ils nous seront autant utiles qu'au front, peut-être plus.⁹

Un troisième facteur a été l'interdiction, en février 1937, de l'envoi de volontaires en Espagne à la suite du pacte de non-intervention. Quoique ce soit vrai que la plupart des étrangers venant combattre en Espagne avaient déjà franchi la frontière, il ne s'en-

5. Voir mon article, « French Anarchists in Spain, 1936-39 », *French History* vol. 3, n° 4, pp. 427-65.

6. Voir mon article, « The other Popular Front : French anarchism and the Front Révolutionnaire », in M. Alexander & H. Graham (eds.), *The French and Spanish Popular Fronts : Comparative Perspectives* (Cambridge University Press, 1989), pp. 131-144. Voir aussi à cet égard les deux articles de Gaetano Manfredonia, « 1936 : Face au fascisme et à la révolution », *Les œillets rouges*, n° 1 (septembre 1986), pp. 41-69 ; et « 1936 : De la révolution à la guerre », *Les œillets rouges* n° 2 (mars 1987), pp. 69-84.

7. René Frémont, « Oui, de la poudre et des balles », *Le Libertaire* n° 638 (26 janvier 1939).

8. Voir *Le Libertaire* n° 512 (4 septembre 1936) & 514 (18 septembre 1936), et *Le Combat Syndicaliste*, organe de la Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire (CGTSR), n° 176 (2 octobre 1936).

9. *Le Libertaire* n° 524 (27 novembre 1936).

suit pas que cette interdiction ait été sans conséquences pour la solidarité. D'après les anarchistes du sud-ouest, le préfet des Pyrénées-Orientales, jusque-là considéré par eux comme plus ou moins libéral, se serait lancé avec un enthousiasme farouche dans ses nouvelles tâches. Les contrôles policiers des véhicules et des personnes — surtout espagnols — sont devenus courants. Les révolutionnaires essayant d'organiser la solidarité ont dû subir un harcèlement plus ou moins poussé. Perpignan, ville étape pour ceux qui apportaient vers l'Espagne des vêtements, des médicaments, de la nourriture et — clandestinement, bien sûr — des armes et munitions, aurait ressemblé à une « ville conquise », selon un militant libertaire de la ville, tant il y aurait eu de policiers dans la rue¹⁰.

Ce blocage de la frontière par un gouvernement de Front populaire a rendu la vie encore plus difficile pour les combattants espagnols et français qui essayaient de rentrer temporairement en France en permission avant de retourner au front¹¹. En avril 1937 les libertaires du Comité de défense de la révolution espagnole de Perpignan ont averti leurs sympathisants qu'il était devenu pratiquement impossible de franchir la frontière sans passeport et visa¹². Du point de vue des libertaires, les événements de mai 1937 à Barcelone et la consolidation ultérieure du pouvoir communiste ont aggravé des circonstances déjà peu favorables. Les staliniens — ou « nacos » (national-communistes) comme ils se faisaient appeler par les anarchistes — faisaient campagne des deux côtés des Pyrénées contre le trotskysme et l'anarchisme, censés être synonymes de fascisme. Plusieurs Français étaient parmi ceux qui ont été emprisonnés par les autorités républicaines à Barcelone, certains d'entre eux pour une année entière, à la suite des événements de mai. Selon l'Association des anciens miliciens libertaires — qui devait être bientôt rebaptisée l'Association révolutionnaire des miliciens d'Espagne (ARME) — beaucoup de volontaires français avaient dû quitter l'Espagne à cause des activités répressives des communistes.

10. Voir François, « Perpignan, ville conquise », *Le Libertaire* n° 542 (25 mars 1937).

11. En partant combattre, beaucoup de militants espagnols vivant en exil ont laissé leur famille en France. S'occuper de ces femmes et de ces enfants était une des tâches premières des groupes anarchistes français.

12. *Le Libertaire* n° 546 (22 avril 1937).

II

Mais il ne faut pas se concentrer sur les combattants aux dépens des autres qui, pour quelques raisons que ce soient, n'ont pas pu ou n'ont pas voulu aller au front. Comme le fait remarquer l'ARME en 1938 :

Ils sont partis combattre emportés par la fougue de leur tempérament et de leur idéal (...) D'autres militants ont accompli des tâches révolutionnaires en demeurant à leur poste ici¹³.

On parlera tout à l'heure des organisations de solidarité établies par les libertaires en France, mais même sur le sol espagnol des anarchistes français ont accompli des tâches essentielles non-militaires, fonctionnant comme lien entre les organisations françaises, les miliciens libertaires français, et les organisations espagnoles — surtout la Confederación nacional del trabajo et la Federación anarquista ibérica (CNT-FAI). Il y a eu, en effet, deux sections françaises, une à Puigcerdà, une autre à Barcelone. La première a été créée en accord avec la FAI, qui contrôlait la ville, et semble avoir joué un rôle de liaison et de propagande au début, avant de remplir certaines fonctions, à partir de février 1937, de contrôle de la frontière. Après l'offensive nationaliste de 1937, les libertaires espagnols et français de Puigcerdà ont dû s'occuper d'à peu près 300 réfugiés venus de Málaga. Il est à supposer qu'après l'offensive gouvernementale contre les anarchistes de Puigcerdà en 1937, cette section a été dissoute, et nous savons que certains militants français ont été emprisonnés¹⁴.

La section française de Barcelone n'a pas vécu plus longtemps, mais sa disparition a ses racines non pas dans les conflits qui opposaient communistes et libertaires, mais dans les dissidences qui se manifestaient au sein du mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire. Elle a été créée en juillet 1936 sous les auspices du comité régional de la CNT, et elle siégeait au début à la Casa CNT-FAI. Le nombre d'adhérents de la section française oscillait, et il y avait un certain chevauchement des activités de la section, du groupe d'adhérents francophones de la CNT, du groupe d'adhérents francophones de la FAI, et du groupe de militants de la CGTSR vivant à Barcelone¹⁵. La section envoyait trois délégués aux séances d'un Comité anarchiste international, qui semble être le même que celui qui, présidé par le militant belge Hem Day (Marcel Dieu), réunissait un certain nombre de « personnalités » du mouvement international : Sébastien Faure, Louis Bertoni, Diego Abad de Santillan, Emma Goldman¹⁶.

La section française a joué un rôle de soutien, accueillant les libertaires français dès leur arrivée à Barcelone, organisant des tours de propagande au front, s'occupant des blessés, créant une bibliothèque des livres qu'elle recevait des organisations françaises. Mais elle existait aussi et peut-être surtout comme propagandiste francophone de la CNT, et son bulletin, le *Boletín de información. Édition en langue française*, publiait des articles pris dans la presse confédérale et traduits en français, et qui servaient comme source d'informations pour la presse anarchiste en France¹⁷. Pourtant les membres de la section française se plaignaient souvent que ce que la CNT ne les soutint pas suffisamment.

13. L'ARME, « Ce que pensent les volontaires de retour d'Espagne », *SIA, journal de Solidarité Internationale Antifasciste*, n° 3 (1 décembre 1938).

14. Voir, par exemple, *Solidaridad Obrera* (3 juillet 1937) sur l'arrestation d'Alphonse Tricheux, militant toulousain bien connu, qui a été accusé par les communistes d'avoir volé 200 000 pesetas. Mon article, « French Anarchists in Spain, 1936-39 » (v. ci-dessus) analyse en détail l'activité de ces groupes.

15. Les militants français prenaient souvent la carte de la CNT et/ou de la FAI s'ils comptaient rester longtemps en Espagne.

16. Sur la délégation envoyée par la section française, voir son bulletin, *Boletín de información. Édition en langue française* n° 17 (13 mars 1937). Sur le Comité des « personnalités », voir *l'Espagne Antifasciste (CNT-FAI-AIT)* n° 14 (24 octobre 1936). Ce comité s'est réuni pour la première fois en octobre 1936.

17. La parution de ce bulletin était irrégulière, mais normalement plus qu'hebdomadaire. Une « nouvelle série » a vu son deuxième numéro le 30 novembre 1936 et son dernier (?) le 3 juillet 1937. Il ne faut pas confondre

D'abord, en novembre 1936, la subvention de la section par la CNT Régionale a été interrompue. Plus tard le même mois, la section a dû déménager de la Casa CNT-FAI, via Layetana (plus tard l'Avenida B. Durruti) pour trouver ses propres locaux, Calle Consejo de Ciento.

En effet, les mêmes dissensions qui déchiraient le mouvement anarchiste en France dès l'automne de 1936 ont eu des conséquences néfastes pour la section française de Barcelone. En dépit de sa volonté sans cesse réaffirmée de rassemblement, les luttes d'influence qui opposaient, en France, l'UA d'un côté, et la CGTSR et la Fédération anarchiste française (FAF) de l'autre, ont créé une scission au sein de la section. Il n'est pas ici mon propos de faire une analyse détaillée des origines de ces conflits. Qu'il suffise de noter qu'un mélange d'affaires de personnalités et de conflits idéologiques (provoqués par les interventions de Besnard, secrétaire de la CGTSR) semblent avoir eu pour résultat la disparition de la section française au mois de mai 1937. Il s'agit probablement, en fait, d'une dissolution de facto par une CNT lasse d'être forcée d'intervenir pour calmer les antagonistes, et lasse d'être critiquée par la CGTSR et la FAF, alors qu'elle se trouvait elle-même dans une situation de plus en plus délicate.

ce bulletin — appelé souvent par les Français *Bulletin d'information* tout court — avec le *Bulletin d'information du Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste* édité par les anarchistes de Perpignan.

III

La CNT-FAI a effectivement joué un rôle important dans l'évolution de l'anarchisme français pendant les trois années suivant le soulèvement populaire de juillet 1936. Il y a trois phases à cette évolution, trois phases délimitées par les interventions de la CNT-FAI et par les réorganisations qui en ont résulté. La première a été une période de rassemblement anarchiste dans un Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol (CASDLPE), créé en août 1936. La deuxième période débute, en octobre 1936, avec une scission et la création sous les auspices de la seule UA d'un Comité pour l'Espagne libre (CEL). La dernière période s'amorce en novembre 1937 avec la transformation du CEL en Solidarité internationale antifasciste (SIA).

Le rôle du Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol, limité, il est vrai, eu égard à l'ampleur du travail à accomplir, vaut quand même qu'on ne l'oublie pas, et c'est pourtant ce qui arrive souvent¹⁸. Louis Lecoin et Nicolas Faucier, respectivement secrétaire et trésorier du CEL et de SIA, ne l'évoquent même pas dans leurs autobiographies, et quoique Jean Maitron, dans son histoire de l'anarchisme français, y consacre quelques lignes, il reprend le mois d'août comme date de fondation du CEL, faisant sans doute confiance à la version de l'histoire proposée par ces deux militants¹⁹. Mais oublier l'existence du CASDLPE, c'est oublier les efforts de milliers de militants et ce qu'ils ont accompli — car le CASDLPE n'a pas existé seulement pendant deux ou trois mois : les Comités anarcho-syndicalistes ont poursuivi leur travail, parallèlement au CEL et à la SIA jusqu'à la fin de la guerre. C'est aussi méconnaître l'énergie qu'a dépensée la CNT-FAI dans sa tentative d'unifier le mouvement français, et de persuader la CGTSR et la FAF de changer leur tactique, tactique qui les isolait du reste du mouvement ouvrier.

Car s'il y avait sans doute une grande volonté de collaboration de la part de certains militants français, leurs camarades espagnols faisaient également pression sur les organisations françaises pour qu'elles s'unissent. Déjà le 7 août, dans les pages du *Libertaire*, la Fédération des groupes anarchistes de langue espagnole en France avait lancé un appel à « tous les révolutionnaires » leur demandant de mettre de côté leurs différends pour s'unir derrière le mouvement antifasciste espagnol. Et c'est finalement à la demande de la CNT-FAI que les trois organisations anarchistes qui existaient en France sur le plan national — UA, CGTSR et FAF — ont créé à Paris le Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol. Son comité comprenait cinq délégués représentant chacune des trois organisations. Pierre Besnard en était le secrétaire, A. Ganin le trésorier. Besnard était aussi secrétaire général de la CGTSR, et de l'Association internationale des travailleurs, dont la section nationale la plus importante était, et de loin, la CNT espagnole²⁰. Ganin était également trésorier d'une « Souscription nationale pour la CNT et pour la FAI », administrée par la CGTSR seule, et d'un Comité international pour la révolution espagnole, qui semble avoir eu des liens très étroits avec la CNT-FAI²¹.

Dans un manifeste qui a paru dans le *Combat Syndicaliste*, le CASDLPE a défini deux tâches immédiates. La première était d'établir un réseau de Comités anarcho-syndicalistes locaux dont le travail serait coordonné par le comité parisien. La deuxième

18. Comme le dirait plus tard Louis Lecoin en parlant du travail accompli à cette époque : « Gros efforts de notre part ; apports insignifiants en raison des immenses besoins des révolutionnaires espagnols » — Lecoin, *op. cit.*, p. 154.

19. Voir Lecoin, *op. cit.*, p. 154 ; Faucier, *Dans la mêlée sociale* (Quimperlé, La Digitale, 1988) p. 111 ; J. Maitron, *Le mouvement anarchiste en France* (Paris, Maspéro, 1975), vol. II p. 30.

20. L'Association internationale des travailleurs a été fondée à Berlin en 1922 comme alternative syndicaliste révolutionnaire à la Fédération syndicale internationale réformiste et à l'Internationale syndicale rouge communiste.

21. Son manifeste est publié dans *Le Combat Syndicaliste* n° 174 (18 septembre 1936).

était de publier un journal dont le but principal « consisterait à propager les nouvelles reçues directement d'Espagne, à combattre les fausses nouvelles mises en circulation par la presse contrôlée par Havas qui est aux ordres des puissances fascistes de l'intérieur et de l'extérieur, à suppléer à la carence voulue de la presse dite de gauche, à faire connaître l'action et l'activité des héroïques combattants de la CNT et de la FAI, systématiquement oubliés (*sic*) et souvent calomniés (*sic*) par la presse d'extrême-gauche »²².

Ce sera l'*Espagne Antifasciste (CNT-FAI-AIT)*, sensée être une sorte d'édition française de *Solidaridad Obrera*, et dont plus de 30 numéros paraîtront entre août 1936 et janvier 1937. Comme nous le verrons, les critiques exprimés plus tard par la rédaction de ce journal à l'égard de la CNT mèneront à sa suppression par celle-ci, et à son remplacement par la *Nouvelle Espagne Antifasciste / Nueva España Antifascista*, plus fidèle à la tactique adoptée par la CNT²³.

Il est difficile de recenser le nombre de Comités anarcho-syndicalistes, parce que l'historien est quasi-dépendant des notices publiées dans les journaux, et il y a de fortes raisons de penser que ces listes n'étaient pas complètes. Deuxièmement, il semble que bon nombre de CAS n'étaient autres en réalité que des groupes anarchistes déjà existants qui à partir d'un certain moment ont décidé de se consacrer exclusivement à la collecte de fonds et à la propagande en faveur des antifascistes espagnols. Qui plus est, ces groupes ont inconsciemment suivi le modèle des comités révolutionnaires d'Espagne en se donnant des noms de toutes sortes, et même parfois des noms qui ont été substitués par d'autres plus tard. Donc, par exemple, la Fédération communiste libertaire de Toulon a établi un Comité de défense de la révolution espagnole pour centraliser la collecte de fonds dans la région²⁴. À Marseille les groupes anarchistes français, espagnol et italien se sont unis au Syndicat intercorporatif (CGTSR) pour créer un Comité révolutionnaire pour la défense de la révolution espagnole²⁵. À Wattrelos il est apparu un Comité antifasciste composé d'anarchistes, de socialistes et même de communistes²⁶. Et tandis que St-Étienne possédait, selon l'UA, un Comité anarcho-syndicaliste, il aurait été question, selon la CGTSR, d'un Comité d'entr'aide²⁷.

La situation à Perpignan, ville des plus importantes comme on l'a déjà dit, n'est guère plus claire pour l'historien. Une grande majorité des volontaires et la quasi-totalité de ce qu'envoyaient en Espagne les organisations de solidarité de toutes tendances politiques passaient par là, alors la ville bénéficiait d'une pléthore de comités organisateurs d'une sorte ou d'une autre. Ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est que le CASDLPE, ayant centralisé sur Paris la collecte de fonds et de matériaux (vêtement, nourriture, etc.), les envoyait ensuite à Perpignan à un Comité régional anarcho-syndicaliste, qui décidait alors ce qu'il fallait en faire. Un autre comité anarchiste, présidé par Louis Montgon, militant perpignanais connu, était constitué en partie, et peut-être entièrement, d'émigrés espagnols. Ce dernier comité a publié, à partir de février 1937, un *Bulletin d'information du Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste*. Bilingue à ses débuts, ce bulletin paraît presque exclusivement en espagnol dès le mois de juin, et porte comme

22. Voir *Le Combat Syndicaliste* n° 169 (14 août 1936).

23. Cet organe du CASDLPE n'est pas à confondre avec une autre *Espagne Antifasciste*, « Organe trimesuel au service de la Révolution espagnole », que publiaient les frères Lapeyre et d'autres anarchistes de Bordeaux entre septembre et octobre 1937, et qui desservait surtout la région bordelaise. La *Nouvelle Espagne Antifasciste* portait en sous-titre « Organismo de los Españoles Residentes en Francia y Portavoz del Antifascismo Internacional ».

24. *Le Libertaire* n° 50 (31 juillet 1936).

25. *Le Combat Syndicaliste* n° 169 (14 août 1936).

26. *Le Libertaire* n° 507 (4 septembre 1936).

27. *Le Libertaire* n° 519 (23 octobre 1936), *Le Combat Syndicaliste* n° 169 (14 août 1936).

sous-titre : « Porta-voz de la Federación de Comités Españoles de Acción Antifascista en Francia ». Ces deux comités disposaient de locaux dans l'ancien hôpital militaire, qui abritait aussi, d'ailleurs, un comité communiste et le Secours populaire français²⁸.

Combien d'argent ces organisations ont-elles collecté et comment cet argent a-t-il contribué à la lutte contre Franco ? Il est impossible de le dire avec précision, puisque ni les journaux ni les archives de la CNT et de la FAI ne contiennent des comptes systématiques. Mais on peut dire qu'au moment de la scission au sein du CASDLPE, en octobre 1936, un minimum de 100 000 francs avait été versé par des individus (à l'occasion de collectes dans les rues, ou à la sortie de réunions publiques), des groupes de travailleurs (collectes faites à l'atelier ou à l'usine par certains militants ou par des comités réunis dans ce seul but, souscriptions où on payait chaque semaine une certaine somme), et des organisations (AIT, CGTSR, unions locales, groupes anarchistes anglais, nord-américains, sud-américains)²⁹.

Mais il est impossible de comptabiliser les efforts des camarades, car la solidarité se pratique sous des formes multiples. Par exemple, des sommes plus ou moins importantes ne figurent souvent pas dans les comptes, puisqu'elles ont été dépensées à l'insu d'organisations nationales, généralement pour aider directement les familles de travailleurs partis pour le front. Ainsi, le Comité révolutionnaire et groupe intercorporatif syndicaliste (CGTSR) de Marseille a utilisé de cette façon la moitié des 5 000 francs collectés au mois d'août³⁰. Et selon un rapport du groupe anarchiste de Bayonne — dont une dizaine d'adhérents se trouvaient au front — chacun des militants restés en France a reçu chez lui un orphelin évacué de l'Espagne³¹. En plus, les dons en nature (nourriture, médicaments, vêtements, tabac) devenaient de plus en plus courants, surtout après l'établissement par l'UA d'un centre de ravitaillement à Paris au mois d'octobre. Trois ambulances ont même été expédiées en Espagne : deux au groupe international des colonnes Durruti et Ortiz-Ascaso, et une à la « colonne de fer » à Valence³².

Ces efforts sont accompagnés aussi par la propagande. Des dizaines de meetings sont organisés pendant les mois d'août et de septembre soit par le CASDLPE, soit par l'UA ou la CGTSR, soit par des groupes anarchistes autonomes. La réussite de ces meetings est incontestable. Rocca, Antona et d'autres représentants de la CNT-FAI ont été accueillis et applaudis par des auditoires de 5 000 et 8 000 personnes à Paris (aux salles de la Mutualité et de Wagram), de 2 000 à Toulon, de 3 000 à Lyon et à Toulouse, de 4 000 à Perpignan³³.

Relativement parlant, c'est une période de collaboration entre les différentes tendances anarchistes et anarchisantes, où des militants de l'UA côtoient des syndicalistes de la CGTSR et des hommes comme Monclin et Patorni, pacifistes de *la Patrie humaine*. Paradoxalement, c'est cette habitude de collaboration entre tendances qui va bientôt dé-

28. Voir le rapport de la Sûreté Nationale du 28 mars 1937, « Renseignements sur les organisations rouges à Perpignan », Archives Nationales, Section Contemporaine, F 14721. Maurice Jaquier, à cette époque militant socialiste de tendance pivertiste, parle dans son autobiographie d'un groupe anarchiste perpignanais qui aurait coopéré étroitement avec le comité socialiste, composé entièrement de partisans de la Gauche révolutionnaire, et qui se réunissait au Continental Bar. Il s'agit probablement d'un groupe d'anarchistes français affilié à l'UA. Voir *Simple Militant* (Paris, Denoël, 1974), pp. 148 et 152.

29. Le militant René Lochu décrit dans son autobiographie comment le groupe de Brest s'y est pris et explique aussi quelques-uns des problèmes qu'ils ont rencontrés. Voir *Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs* (Quimperlé : la Digitale, 1983), pp. 142-3.

30. *Le Libertaire* n° 513 (11 septembre 1936).

31. *Le Libertaire* n° 515 (25 septembre 1936).

32. *Le Libertaire* n° 516 (2 octobre 1936).

33. Voir les rapports dans *Le Libertaire* et *Le Combat Syndicaliste*. Évidemment nous devons ces chiffres aux organisateurs, mais il faut dire que de temps à autre *Le Libertaire* a aussi publié des photos de salles combles.

ranger l'unité du mouvement anarchiste, tout en ouvrant la voie à plus de coopération au sein du mouvement ouvrier plus large.

IV

L'Union anarchiste avait déjà décidé à son congrès d'avril 1936 qu'il fallait coopérer avec d'autres courants de gauche et du mouvement ouvrier pour parer à la menace fasciste³⁴. Plusieurs meetings de l'été 1936, et plus particulièrement à partir de septembre, ont vu des socialistes (souvent de la Gauche révolutionnaire), des adhérents des Jeunesses socialistes révolutionnaires, et des trotskystes prendre la parole à des meetings en faveur de la CNT-FAI organisés par des militants de l'UA. Le 3 octobre a lieu un meeting public à la salle de la mutualité présidé par un socialiste, Audubert, où deux socialistes et deux anarchistes prennent la parole. Le thème : « Pour la formation du front révolutionnaire »³⁵. Le 23 du même mois voit un énorme meeting au Vel d'Hiv qui est organisé par l'UA, présidé par l'anarchiste Lecoin, et qui attire selon l'organe de l'UA un auditoire de 15 000 personnes³⁶. La tribune comprend trois représentants de la CNT-FAI (Magrina, Traal, Mavilla), Gorkin du POUM (Partido obrero de unificación marxista), Miravittles de la Généralité catalane, Zyromski de la SFIO, Josse des JEUNES (Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale). Cette collaboration avec, entre autre, des « réformistes », n'était pas pour plaire aux partenaires anarchistes de l'UA. Les militants qui venaient de créer la FAF avaient quitté l'UA précisément parce que celle-ci était, à leurs yeux, trop ouvriériste, et trop liée avec d'autres courants du mouvement ouvrier. Mais ce qui horrifiait surtout la CGTSR était la présence au Vel d'Hiv de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT. C'est normal, après tout : la raison d'être de la CGTSR était, avant même la domination communiste de la CGTU, le ralliement de ce « traître » à l'union sacrée en 1914. La présence de Jouhaux, bête noire des anarchistes depuis cette date, a même causé des problèmes au sein de l'UA, quoique ses militants fussent, en général, moins intransigeants que ceux de la CGTSR ou de la FAF. Du point de vue de l'UA, c'était la conclusion logique de la tactique de Front révolutionnaire, dont le plus grand succès a été, en fait, non pas d'organiser l'opposition révolutionnaire au Front populaire, mais de faciliter la création en France d'un mouvement plus large de soutien aux antifascistes espagnols non-staliniens.

L'élargissement du CASDLPE était le thème, il est vrai, d'une intervention au congrès de la fédération parisienne de l'UA en septembre 1936, mais l'influence espagnole était décisive. Plusieurs camarades espagnols émigrés avaient déjà proposé la création d'un Comité pour l'Espagne libre plus large lorsque Horacio Prieto, secrétaire du comité national de la CNT, a envoyé un télégramme à l'UA insistant sur la nécessité d'expansion de l'effort de solidarité de la part des anarchistes français. Et il ajoutait :

En notre nom ils ont le droit, dans le but de nous soutenir, d'en appeler à quiconque, aux organisations et personnalités sympathiques à notre cause³⁷.

Et Durruti, empêché d'assister au meeting du Vel d'Hiv, a fait lire un message dans lequel il faisait appel

... à tous les révolutionnaires français, quelle que soit leur tendance idéologique ou politique, pour qu'ils s'unissent solidement et sincèrement pour former un front antifasciste vraiment populaire³⁸.

34. L'adoption de cette tactique est analysée dans mon article, « The other Popular Front », *op. cit.* Voir aussi J.-P. Rioux, *Révolutionnaires du Front Populaire* (Paris, Union Générale d'Éditions, 1973) ; Nicolas Faucier, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres* (Paris, Spartacus, 1983) ; 1936 à travers *Le Libertaire* (Saint-Denis, Cahiers du Vent du Ch'min, 1986).

35. *Le Libertaire* n° 517 (9 octobre 1936) en rend compte.

36. Voir *Le Libertaire* n° 520 (30 octobre 1936).

37. Le télégramme est cité dans *Le Libertaire* n° 518 (16 octobre 1936).

38. *Le Libertaire* n° 520 (30 octobre 1936).

L'UA a essayé de maintenir la participation de la CGTSR en invitant Pierre Besnard à prendre la parole au Vel d'Hiv, mais son comité confédéral, réuni le matin même du meeting, a repoussé cette proposition. Le lendemain voit l'ouverture d'un congrès du CASDLPE, le rejet par ce congrès d'une proposition d'élargissement de l'organisation, et l'expulsion de l'UA³⁹. Une dernière tentative a été faite par la CNT-FAI, qui avait en vue, bien sûr, les avantages pour la solidarité d'un anarchisme français uni. Elle a proposé un congrès de toutes les tendances anarchistes françaises, qui s'est tenu effectivement à Lyon les 14 et 15 novembre. La délégation de la CNT-FAI a proposé le rassemblement de tous les anarchistes français dans un seul organisme, mais sans succès⁴⁰. La scission est maintenant définitive entre un Comité anarcho-syndicaliste unissant la CGTSR et la FAF, et un Comité pour l'Espagne libre animé par l'UA avec le soutien de la CNT-FAI.

L'ironie de cette affaire, c'est que la CGTSR et la FAF se voulaient une version française de la CNT-FAI, et que le CASDLPE prétendait être le « seul comité en France reconnu par la CNT d'Espagne et la Fédération anarchiste ibérique »⁴¹. Besnard s'est même plaint au comité national de la CNT que celle-ci semblât préférer l'UA à la CGTSR, « représentants naturels de la CNT en France »⁴². Mais, comme l'a dit Torre (de la CNT) à Couanault (de la CGTSR) à l'occasion du congrès de Lyon, l'UA était la plus importante organisation anarchiste de France, et la CNT avait besoin d'elle⁴³.

Le CASDLPE a continué à faire son travail, créant en novembre 1936 une Union fédérative, qui s'est unie avec une fédération belge semblable pour former l'Union fédérative des comités anarcho-syndicalistes franco-belges. Dès l'été 1937, cette Union fédérative avait 25 « centres de ravitaillement » en France⁴⁴. Et puisque le secrétariat de l'AIT siégeait à Paris, la CGTSR a aussi rempli une fonction importante en canalisant les fonds envoyés par les autres sections nationales⁴⁵. Cependant, les rapports entre la CNT-FAI et l'UA d'un côté, et la CGTSR et la FAF de l'autre, vont rester problématiques. Très tôt — on pourrait même dire dès les élections de février 1936 — l'UA a décidé de taire ses inquiétudes à l'égard de certaines décisions de la CNT : la militarisation, la participation au gouvernement sur le plan régional et national. Certaines remarques qui ont paru dans les pages de l'organe d'UA ont trahi un certain malaise, mais la plupart des articles sur les questions difficiles ont eu tendance à appuyer la position de la CNT. On a pu lire des commentaires plus critiques vers mars-avril 1937, mais ceux-ci ont coïncidé avec les premières nouvelles sur les manœuvres politiques contre la CNT-FAI. Tout ce qui aurait pu nuire à la CNT-FAI a donc été supprimé, à l'exception des deux célèbres articles de Sébastien Faure, « La pente fatale », où il est question de « ministérialisme »⁴⁶. En octobre-novembre 1937 le congrès de l'UA a voté la motion suivante :

Nos frères d'Espagne ont droit à notre solidarité totale et sans réserve. Le congrès considérant l'apport intense que les anarchistes espagnols ont donné à

39. Voir *L'Espagne Antifasciste (CNT-FAI-AIT)* n°s 15 (28 octobre 1936) et 18 (7 novembre 1936).

40. On peut consulter le compte-rendu du congrès de Lyon, dactylographié et en français, dans Archive de la CNT, Paquete 60/C/2, « Comités Antifascistas del Extranjero ».

41. Cette revendication, que l'on savait fausse, faisait partie de l'en-tête des papiers du CASDLPE, et se répétait dans la presse de la CGTSR.

42. Voir la lettre du 12 octobre 1936, adressée à H. Prieto, Archive de la CNT, Paquete 61/A/1, « AIT, Paris ». Voir aussi une lettre du CASDLPE dans le même genre, Paquete 60/B/1, « CASDLPE/CGTSR ».

43. Voir le compte-rendu du congrès, *op. cit.*

44. Nous savons qu'à Croix près de Lille, par exemple, la CGTSR coopérait avec le CEL et son successeur la SIA. Est-ce à dire que d'autres parmi les centres de ravitaillement revendiqués par la CASDLPE et par le CEL étaient affiliés aux deux organismes centraux à la fois ? Ou est-ce qu'ils rivalisaient dans un même endroit ?

45. Déjà plus de 2 millions de francs en août 1937, selon les comptes publiés dans *Le Combat Syndicaliste*. Voir aussi les comptes dans l'Archive de la CNT, Paquete 61/A/2, « CGTSR ».

46. Voir « La pente fatale », *Le Libertaire*, n° 557 (8 juillet 1936) et 559 (22 juillet 1936).

l'anarchisme international par leur participation à la lutte antifasciste, déclare que toute critique est à bannir de nos rangs⁴⁷.

L'attitude de la CGTSR et de la FAF a été tout autre, et devait mener à de graves dissensions au sein de l'AIT, et à l'isolement quasi-total de la FAF. Les problèmes ont commencé quand *l'Espagne antifasciste (CNT-FAI-AIT)*, sous la rédaction d'André Prudhommeaux de la FAF, a publié de vives critiques de l'intégration du Conseil économique dans la Généralité catalane, et de la suppression du Comité central des milices antifascistes. Pierre Besnard a repris ces thèmes en accusant la CNT d'avoir créé en acceptant ces développements « un divorce profond entre les masses prolétariennes et les responsables qu'elles ont chargés de la défense de leur idéal et de leurs intérêts »⁴⁸. L'arrogance des accusations faites et des conseils proposés par le journal ont mené à sa suppression par la CNT en janvier 1937. Mascarell de la CNT, prenant la parole quelques mois plus tard à Nîmes, devant un congrès des anarchistes espagnols vivant en France, a parlé des organes de la CGTSR et de la FAF :

Nous constatons que ces hebdomadaires qui se disent en affinité avec nous, loin de poursuivre une campagne qui défendrait les positions adoptées par nos compagnons d'Espagne, font une campagne de discrédit, qui a souvent empêché les camarades de la régionale de la Seine d'entretenir avec eux de bonnes relations, parce qu'ils ont un concept très distinct de la révolution espagnole⁴⁹.

Cette conception était celle de révolutionnaires qui croyaient que le système capitaliste « n'est plus qu'une ombre qui flotte sur le vide »⁵⁰, et qui réduisaient la guerre d'Espagne à un conflit entre « le fascisme d'une part, la CNT et la FAI d'autre part »⁵¹. De tels révolutionnaires ne pouvaient avoir que peu de compréhension pour les difficultés que devait affronter la CNT-FAI.

Les critiques publiques ont donc continué. Et pire. À un deuxième meeting au Vel d'Hiv organisé par le CEL en juin 1937, où Oliver et Montseny justifiaient les décisions tactiques de la CNT-FAI, des militants de la CGTSR ont provoqué une bagarre. Le mois suivant, après les événements de mai, l'Union fédérative des comités anarcho-syndicalistes s'est transformée en Comité d'aide et de secours aux victimes de la contre-révolution espagnole. La CNT, offensée, a distribué une circulaire en France demandant à tous les anarchistes de ne pas soutenir ce nouveau comité⁵². Le peu de cohésion que possédait l'AIT s'effritait, et au congrès de l'AIT en juin 1937 la CNT a proposé le transfert du siège du secrétariat en Espagne⁵³. Les contre-attaques de la CNT-FAI sont devenues aussi acerbes que certaines des accusations faites contre elle par la CGTSR et la FAF. Vasquez du comité national de la CNT a parlé de leur « sottise » et de leur « fanatisme » : le comité péninsulaire a déclaré que « nos organisations ne pourront maintenir avec eux des relations comme entités d'un même mouvement »⁵⁴.

47. *Le Libertaire*, n° 574 (4 novembre 1937).

48. Voir les articles « Attention » et « Redressement nécessaire » dans *l'Espagne Antifasciste (CNT-FAI-AIT)* n° 13 (21 octobre 1936) et 14 (24 octobre 1936).

49. Cité dans la *Nouvelle Espagne antifasciste* n° 54 (6 octobre 1938).

50. Voir *Terre libre*, organe de la FAF, n° 29 (février 1937).

51. *Le Combat syndicaliste*, n° 168 (7 août 1936).

52. Un tract du Comité d'aide et de secours et un exemplaire de la circulaire de la CNT peuvent être consultés dans l'archive de la CNT, Paquete 61/A/1, « AIT, Paris ».

53. La proposition a été rejetée par les délégués suédois, hollandais, italien, et polonais surtout, paraît-il, à cause des difficultés de communication qu'elle aurait provoquées. Les délégués belge et chilien se sont abstenus. Voir le compte-rendu dans *Le Combat Syndicaliste* n° 213 (18 juin 1936).

54. Cité par *Le Combat Syndicaliste* n° 218 (23 juillet 1937).

En ce qui concerne la CGTSR, le point culminant c'est le congrès extraordinaire de l'AIT, tenu au mois de décembre 1937. Besnard a été contraint de démissionner comme secrétaire général de l'AIT pour devenir un des trois secrétaires adjoints, et il a été remplacé par Prieto de la CNT⁵⁵. Le congrès s'est mis d'accord pour interdire toute critique de la CNT-FAI sauf dans une nouvelle revue, *Internationale*, destinée aux seuls adhérents⁵⁶. À partir de ce moment, la FAF se trouve isolée, et déchirée par des dissensions internes, et pourtant ses militants les plus en vue — surtout André Prudhommeaux — continuent à critiquer les dirigeants de la CNT-FAI, et s'identifient de plus en plus avec les groupements oppositionnels tels les Amis de Durruti. Qu'elle fût correcte ou non, leur interprétation fondée sur le constat du triomphe de « la contre-révolution stalino-bourgeoise » ne semble avoir conduit qu'à la désunification du mouvement et à la démoralisation de beaucoup de militants français⁵⁷.

55. Voir le « Rapport Moral » (97 p.) préparé par Besnard pour ce congrès : Archive de la CNT, Paquete 61/D/5. Pour les résultats des élections qui ont suivi, voir la circulaire du 31 janvier 1938, Paquete 61/A/1.

56. Voir *Le Combat Syndicaliste* n° 240 (24 décembre 1937). Je n'ai trouvé que cinq numéros d'*Internationale* : le n° 2 est daté de juin 1938, le n° 6 d'octobre 1938.

57. *LEspagne Nouvelle* n° 18-19 (17 septembre 1937).

v

Et qu'est devenu le Comité pour l'Espagne libre, « rassemblement de toutes les bonnes volontés » selon certains ?⁵⁸ Après quatre mois d'existence, le CEL avait plus de 40 centres de ravitaillement : 3 à Paris, 16 dans la région parisienne, 22 en province⁵⁹. Quatre équipes de trois hommes chacune conduisaient des camions de Paris à Perpignan et jusqu'en Aragon. En douze mois, 300 ou 400 tonnes ont été livrées de cette manière à la CNT-FAI, sans compter les camions envoyés directement par certains centres de ravitaillement de province, de Lyon, par exemple. Il est devenu possible d'« adopter » un milicien français, l'envoi et la livraison de paquets et de lettres personnels étant organisés par Marguerite Bary à Paris, et à Barcelone par Berthe et Marie Ascaso, la femme (française) et la sœur de Francisco. Le CEL s'est aussi consacré au maintien d'un orphelinat à Llansa, à une dizaine de kilomètres au sud de Cerbère. La transformation du château Marly en Colonie Ascaso-Durruti en février 1937 a été la responsabilité de Pierre Odéon de l'UA et surtout de Pauline Felstein, qui est restée comme animatrice de la colonie jusqu'à l'évacuation de janvier 1939⁶⁰. Six Espagnols ont aidé Felstein à soigner les 200 enfants, et la colonie a employé un instituteur⁶¹. Le CEL a dépensé 10 000 - 15 000 francs par mois sur la colonie en 1937, et il a été aidé dans cet effort par Vlamincq et d'autres peintres qui ont donné des tableaux à vendre en tombola⁶².

En ce qui concerne la propagande, de nombreux articles sur les réalisations révolutionnaires en Catalogne ont paru dans *Le Libertaire*, des tours de propagande ont été effectués qui ont attiré des auditoires importants, et de grands meetings ont eu lieu au Vel d'Hiv (en décembre 1936 et juin 1937) à la Mutualité (mai 1937), au Gymnase Japy (décembre 1937). Mais c'était justement au moment de ces meetings que se dessinait le plus clairement le dilemme qui se présentait aux anarchistes, dilemme déjà rencontré au moment de la création du CEL. À quel point la propagande du CEL représente-t-elle un effort purement humanitaire ? Et à quel point est-ce qu'elle présente la CNT-FAI au mouvement ouvrier français comme modèle révolutionnaire à suivre ? En d'autres mots, est-ce qu'il y avait un manque de conséquence entre la tactique de Front révolutionnaire comme opposition au gouvernement de Front populaire d'une part, et de l'autre comme mouvement de solidarité avec l'Espagne antifranquiste ? C'est une ambivalence qui est sans doute inhérente dans les campagnes menées par l'UA mais qui aurait été difficile à éviter entièrement, vue la complexité de la situation en Espagne, et qui n'a sûrement pas mérité les attaques qu'elle a pourtant attirées de la part de la CGTSR et de la FAF.

Le meeting qui a provoqué le plus d'inquiétude chez les anarchistes de toutes tendances est celui de décembre 1936 tenu au Vel d'Hiv. Déjà la plateforme devait comprendre Companys, président de la Généralité catalane, mais il a été empêché par les autorités françaises d'aller plus loin que Toulouse⁶³. Mais la présence la plus remarquable a été celle d'un communiste, Marcel Cachin, et c'est cette présence qui a provoqué le plus de débats au sein de l'UA à son congrès d'octobre-novembre 1937. Le contexte de débat ? Un élargissement du CEL, proposé par la CNT-FAI, pour créer un nouveau groupement « à l'image de l'antifascisme espagnol »⁶⁴. Ce sera Solidarité internationale antifasciste, section française de l'organisation fondée en Espagne par la CNT, l'UGT (Unión general de trabajadores), la FAI et la FIJJ (Federación ibérica de juventudes libertarias), et de

58. *Le Combat Syndicaliste* n° 181 (6 novembre 1936).

59. Voir les listes dans *Le Libertaire* n° 524 (4 décembre 1936) et 536 (18 février 1937).

60. On trouve aussi Feldsten et Felsdein. Qui est-elle ?

61. *Le Libertaire* n° 537 (25 février 1937) & 558 (15 juillet 1937) contiennent des photos de l'orphelinat.

62. Voir *Le Libertaire* n° 550 (20 mai 1937). Une annexe de Llansa sera créée par la SIA en décembre 1938 : une maison à Macanet de Cabrenys qui hébergera une quarantaine d'enfants.

63. Voir l'article de L. Lecoin, « Blum à l'action... contre l'Espagne libérale et ouvrière », *Le Libertaire* n° 526 (11 décembre 1936) ; et son autobiographie, *op. cit.*, pp. 155-6.

64. L'expression est de Nicolas Faucier : *Le Libertaire* n° 575 (11 novembre 1937).

nombreuses personnalités politiques et littéraires. Le débat a été vif, mais finalement Lecoin, Faucier et d'autres militants en vue ont persuadé le congrès d'accepter SIA à une majorité écrasante, avec son comité de patronage composé d'un mélange d'anarchistes (Sébastien Faure, Marc Pierrot, Paul Reclus), d'intellectuels (André Chamson, Auguste Fauçonnet), d'écrivains (Georges Pioch, Maurice Rostand, Victor Margueritte), de syndicalistes (Robert Louzon, Georges Yvetot, Léon Jouhaux, René Belin) et de socialistes (Magdeleine Paz, Marceau Pivert)⁶⁵. La Fédération des comités antifascistes espagnols en France n'a pas hésité, et elle a adopté la SIA française unanimement à son congrès de Montpellier en janvier 1938.

Mais si la SIA devait être selon Lecoin « un mouvement à bases multiples » et « une entreprise de solidarité humaine »⁶⁶, elle sera tout à fait en droit d'affirmer plus tard qu'elle n'est pas seulement « une Croix Rouge, mais également un groupement révolutionnaire »⁶⁷. À toute une série de grands meetings publics, ceux qui prendront la parole au nom de l'organisation feront comprendre très clairement que la SIA est ouvriériste (elle fera campagne en faveur de l'union CNT-UGT et de leur prédominance dans la gestion du pays), révolutionnaire (elle va essayer d'équilibrer les exigences de la guerre et celles de la révolution) et anti-stalinienne (elle fera campagne en faveur du POUM au moment des procès).

Et quelle a été son attitude envers la non-intervention ? Il est trop simple de dire que l'UA, le CEL et la SIA ont insisté sur la solidarité prolétarienne à l'exclusion de toute action gouvernementale. La première réaction des libertaires français face à l'inaction du Front populaire a été l'incrédulité et le dégoût :

Il est rare d'avoir vu un gouvernement montrer plus d'impéritie dans une affaire pareille, alors que justement, il avait la possibilité de prendre position tout de suite, dès le premier jour, en faveur de son confrère⁶⁸.

L'attitude des libertaires et des organismes qu'ils ont créés n'est pas toujours très conséquente, ni très claire. Ayant enregistré, avec horreur, la réalité de la non-intervention, ils ont pendant un certain temps fait campagne pour que le mouvement ouvrier compense directement les carences du gouvernement français en passant outre la légalité. Puis, ayant constaté l'irréalité de ce mot d'ordre, ils ont tenté de faire pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne le blocus tout en se gardant de s'immiscer directement et militairement⁶⁹. En mars 1937 le CEL a même co-organisé avec le Comité d'action socialiste pour la levée de l'embargo un meeting public autour du slogan « À bas le blocus ! » Dès lors, c'est la position qui va dominer.

Mais comme on le sait, ces campagnes ne devaient pas aboutir, et la situation militaire et politique en Espagne est allée de pire en pire. À partir du printemps de 1938, l'UA et la SIA se plaignent du pessimisme qui gagne leurs partisans. La campagne contre le décret-loi du 2 mai 1938 connaît un certain succès, mais en 1939 l'effort énorme exigé par l'arrivée en masse de réfugiés vide les caisses, sans qu'il y ait possibilité de les remplir. Les attaques juridiques contre les militants et les journaux sont le comble. Le dernier

65. Voir la liste complète des 25 patrons dans *Le Libertaire* n° 576 (18 novembre 1937). Tous ont signé le manifeste de SIA publié dans le n° 578 (2 décembre 1937). Il se trouvait, parmi les 25, quatre anarchistes, dont deux avaient appartenu à la tendance Grave/Kropotkine en 1914-18.

66. *Le Libertaire* n° 575 (11 novembre 1937).

67. *Le Libertaire* n° 607 (23 juin 1938).

68. « Neutralité de trahison », *Le Libertaire* n° 508 (7 août 1936).

69. Les anarchistes ont ironisé sur la volonté apparente des communistes de « transformer la guerre civile en guerre impérialiste ». *Le Libertaire* n° 511 (28 août 1936). La SIA attira bien sûr les foudres du PCF, qui déversera sur elle toutes sortes de calomnies : voir *Le Libertaire* n° 594 (24 mars 1938).

numéro légal de la *SIA* paraît le 24 août 1939. Un numéro clandestin sorti après la mobilisation grâce aux efforts de Lecoin et Faucier ne sera qu'un ultime geste de défi dans une situation impossible.

Mais cette fin tragique ne devait pas obscurcir l'écho qu'ont trouvé dans le pays les campagnes du mouvement libertaire à cette époque. L'UA, dont l'organe a eu un tirage qui se maintient régulièrement autour de 20 000, a connu un essor remarquable. Même le nombre d'adhérents de la CGTSR a doublé pendant l'été de 1936 pour atteindre 5 000 ou 6 000⁷⁰. La *SIA*, avec un public beaucoup plus large que le seul anarchisme, pourra revendiquer 45 000 partisans munis d'une carte d'adhérent, répartis dans 350 « sections ». Ayant disposé à ses débuts de deux pages du *Libertaire*, elle aura à partir de novembre 1938 un organe hebdomadaire trilingue (en français, espagnol et italien) avec 5 000 à 7 000 abonnés⁷¹. Car c'est surtout grâce à ses liens avec la CNT-FAI et aux campagnes du CEL et de la *SIA* que le mouvement anarchiste français a connu peut-être les plus beaux moments de son histoire.

70. 5 000 selon les informations fournies par le militant Paul Lapeyre (lettre datée du 3 février 1986); 6 000 selon Besnard (son « Rapport Moral » de 1937, p. 37).

71. Voir *SIA* n°s 1 (10 novembre 1938), 8 (5 janvier 1939) et 26 (11 mai 1939).

Bibliothèque anarchiste

David Berry
Solidarité internationale antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile
d'Espagne
2008

extrait le 20 aout 2026 de *Les Français et la guerre d'Espagne*, Caucanas, Sylvie, et
Jean Sagnes, éditeurs, Presses universitaires de Perpignan

bibliotheque-anarchiste.com